



*La déclaration ci-dessous a été publiée conjointement aujourd'hui par les deux plus importants syndicats industriels du Canada, Unifor et le Syndicat des Métallos :*

## **L'avenir industriel du Canada dépendra des mesures prises aujourd'hui**

Les tarifs douaniers sectoriels des États-Unis (« tarifs douaniers imposés en vertu de l'article 232 ») ont durement frappé les travailleuses et travailleurs ainsi que les entreprises du secteur manufacturier canadien, ayant un effet direct sur de nombreuses familles et des communautés entières. Plusieurs aciéries, usines d'automobiles, installations de fabrication de produits du bois et alumineries ont ralenti ou tout simplement cessé la production, laissant ainsi sans emploi des milliers de travailleuses et travailleurs de métiers spécialisés.

Les mesures qui seront prises par le Canada, en particulier avec la révision prochaine de l'ACEUM et de la menace prochaine de nouvelles séries d'attaques commerciales américaines qui plane à l'horizon, contribueront à définir notre économie pour plusieurs générations.

Il est inquiétant de constater que l'économie canadienne est devenue très dépendante des exportations de matières premières et ne mise pas suffisamment sur la production à valeur ajoutée. Le choc tarifaire de 2025 a accentué la leçon suivante : sans une industrie forte, la souveraineté économique canadienne est fragile.

La Maison-Blanche a lancé des signaux clairs que nous pouvons nous attendre à davantage d'obstacles à l'avenir. De nouveaux tarifs douaniers potentiels ciblant cette fois les aéronefs, la machinerie d'usine, les minéraux critiques, les produits pharmaceutiques ainsi que d'autres produits industriels menacent d'aggraver les répercussions économiques de la guerre commerciale en 2026. Pour les travailleuses et travailleurs ainsi que leurs familles, cette nouvelle vague de tarifs douaniers signifie sans doute une nouvelle année marquée par de mauvaises nouvelles, sauf si les négociateurs du gouvernement peuvent conclure un accord permettant de régler de manière juste et durable ce conflit commercial qui s'éternise.

La protection de notre économie industrielle n'est plus seulement essentielle pour des raisons économiques, il s'agit maintenant d'un impératif national. Nous devons absolument agir de manière décisive sur plusieurs fronts.

D'abord, le Canada a besoin d'une stratégie industrielle vigoureuse et moderne, une stratégie qui harmonise la politique commerciale, l'approvisionnement public, les mesures incitatives à l'investissement et les objectifs climatiques, tout en développant la fabrication intérieure. Les secteurs stratégiques comme l'acier, l'aluminium, l'automobile, l'aérospatiale et la défense, les technologies énergétiques vertes, les minéraux critiques et la foresterie doivent être soutenus au moyen de certitudes associées à des politiques à long terme plutôt que par des investissements gouvernementaux ponctuels, de façon à récompenser l'investissement, l'innovation, la productivité et l'expansion des capacités.

Deuxièmement, le gouvernement doit tirer profit au maximum du levier que représente le marché canadien. Il s'agit d'un marché important, en particulier pour les États-Unis. Le Canada ne peut se contenter d'agir comme s'il était un entrepôt de ressources pour les États-Unis et le reste du monde. Notre richesse en ressources est notre plus grande force et nous devons la mettre à profit. Pour maximiser cette richesse naturelle, nous devons exiger davantage de production à valeur ajoutée, au moyen du raffinage, de la transformation et de la fabrication primaire. En bref, nous avons besoin d'utiliser nos ressources naturelles pour accroître notre base industrielle plutôt que de la réduire.

Troisièmement, les gouvernements doivent tirer profit de leur pouvoir d'achat pour renforcer les chaînes d'approvisionnement intérieures. Les politiques d'achat canadien, lorsqu'appliquées de façon judicieuse et transparente, peuvent contribuer à stabiliser la demande, à soutenir les producteurs locaux et à favoriser la circulation des fonds public au pays, en particulier en ce qui concerne les projets d'infrastructure, de transport public, de défense et d'énergie. Le gouvernement Carney a posé certains premiers gestes positifs et doit poursuivre le développement de la stratégie canadienne de contenu local.

Enfin, le Canada doit mettre à profit ses forces tout en cherchant à contrer les autres menaces externes. Pour ce faire, nous devons diversifier nos marchés d'exportation et instaurer des règles commerciales contre les pratiques commerciales injustes, en particulier celles de la Chine. Résister à une source de contraintes économiques tout en ignorant une autre n'est pas une approche qui nous permettra de protéger notre économie industrielle.


Les choix qui seront faits au cours de la prochaine année, en particulier en ce qui concerne l'ACEUM, la politique industrielle et la rigueur avec laquelle nous défendrons nos travailleuses et travailleurs ainsi que nos industries, détermineront si le Canada demeurera un pays qui construit, innove et fournit de bons emplois, ou encore si le pays s'effritera en abandonnant peu à peu son pilier industriel.

Les négociateurs du gouvernement ne pourront à eux seuls mener la charge : alors que le Canada se prépare à entamer les négociations sur l'ACEUM et à développer des plans industriels, les syndicats devront avoir leur place aux tables sectorielles afin de garantir un solide résultat pour l'industrie évidemment, mais aussi pour les travailleuses et travailleurs.

La prochaine année sera sans doute la plus lourde de conséquences dans l'histoire du Canada et pour concrétiser une économie forte, prête à prospérer à l'avenir, nous devons absolument protéger le secteur industriel du pays qui a toujours été au cœur de son succès.



Lana Payne  
Présidente nationale, Unifor



Marty Warren  
Directeur National pour le Canada, Syndicat des Métallos